



# «Ghettos scolaires», les raisons d'un malaise français

**MIXITÉ** Le culte du diplôme, les inégalités géographiques et une école ultra-centralisée débouchent sur des inégalités de plus en plus problématiques. L'ancienne ministre de l'Éducation Najat Vallaud-Belkacem sort un livre et revient avec nous sur le sujet



PAUL ACKERMANN, PARIS  
X @paulac

Antoine est réalisateur pour la télévision. Il habite avec sa compagne dans le Marais, un des plus beaux quartiers de Paris. Quand il a fallu réfléchir à la suite de la scolarisation de leur fils, au moment de son entrée au collège (école secondaire), ils ont décidé qu'il ne pouvait pas continuer dans les établissements publics du quartier, pourtant loin d'appartenir au cercle des écoles les plus mal fréquentées de la capitale. «Nous avons constaté qu'autour de nous, tous les parents des bons élèves se posaient la question du privé. Le collège de notre secteur avait une réputation d'absentéisme des enseignants et une descente de police pour un trafic de drogue y avait eu lieu. Afin d'être intégré dans l'autre collège du quartier, il fallait manœuvrer, ce qu'ont fait certains parents. Mais le mouvement vers le privé nous a portés.»

On peut entendre des réflexions de ce type à tous les coins de rue de Paris. Et, dans une moindre



mesure, de France. Des stratégies de fuite vers le privé doublées de réflexions du même type entre différents établissements publics, comme pour cette restauratrice des beaux quartiers qui préfère scolariser ses enfants à côté de son bar à sushis plutôt que dans l'arrondissement à peine moins couru où elle réside.

### «Un effet autoréalisateur»

Hier, Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation sous François Hollande, et François Dubet, professeur de sociologie émérite à l'Université Bordeaux II, sortaient *Le Ghetto scolaire* (Editions du Seuil). Ils affichent dans cet ouvrage un constat: celui du séparatisme, et évaluent les solutions testées «pour en finir» avec celui-ci. A cette occasion, l'ancienne ministre rencontrée dans les locaux du Seuil à Paris, affirme que, pour elle, ces stratégies parentales sont souvent basées sur des croyances infondées. «Mais elles ont un effet autoréalisateur, ajoute la socialiste. En mettant à part les bons élèves dans des établissements où ils vont être essentiellement entourés d'autres bons élèves, tout un écosystème suit, avec des professeurs qui ajustent leur enseignement et auront d'autres exigences que dans les établissements populaires. Le climat scolaire sera donc bien favorable aux apprentissages. Mais ce que montrent les expérimentations menées, c'est que dès lors que vous mélangez les élèves, vous obtenez le retour d'un climat scolaire apaisé, même pour des jeunes qui, auparavant, parce qu'ils étaient concentrés dans des établissements populaires, donnaient l'impression d'être à l'origine du problème.»

En début d'année, l'éphémère ministre de l'Éducation nationale Amélie Oudéa-Castéra a illustré à ses dépens l'explosivité française de ces débats. En répondant maladroitement sur la scolarité de ses enfants, cette ancienne membre

de direction de plusieurs grands groupes français a involontairement braqué les projecteurs sur les quelques écoles privées parisiennes dans lesquelles les élites du pays placent leur progéniture.

La plupart des établissements privés français ont un contrat d'association avec l'État, qui leur transmet une mission de service public. Ils s'engagent, en échange d'un financement étatique, à être en conformité avec les programmes définis par le Ministère de l'éducation nationale et à ne pas discriminer les élèves, tout en employant des enseignants formés comme ceux du public. «Ces écoles fonctionnent cependant un peu différemment, étant donné qu'elles ont une capacité plus grande à prendre des décisions au niveau de l'établissement», fait remarquer Georges Felouzis, professeur en sciences

## «Dès lors que vous mélangez les élèves, vous obtenez le retour d'un climat scolaire apaisé»

NAJAT VALLAUD-BELKACEM, COAUTRICE DU «GHETTO SCOLAIRE»

de l'éducation à l'Université de Genève. En France, l'enseignement privé sous contrat regroupe plus de 2 millions d'élèves, soit 18% des effectifs scolarisés. «En Suisse, il n'est pas donné à tous car il n'est pas subventionné par l'État. En France, le privé est subventionné à 75%, il est donc plus abordable», explique Georges Felouzis. «Mais dans les faits, on constate qu'il scolarise surtout des élèves issus des milieux aisés, notamment dans les grandes villes.»

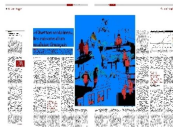
Pour Najat Vallaud-Belkacem, l'affaire Oudéa-Castéra a sensibi-

lisé le grand public à un problème que les parents des quartiers populaires connaissent depuis longtemps. De la même manière que la répression des Gilets jaunes avait mis en lumière des violences policières que subissaient les jeunes de banlieue depuis longtemps, ose-t-elle dans une analogie. Dans ces deux cas, il a fallu qu'une audience bien plus large que celle des quartiers populaires se sente concernée. Soudainement, c'était une écrasante majorité des Français qui sentaient le «séparatisme» scolaire. «Une espèce de dépit est en train de monter et qui concerne beaucoup plus de monde que les seules familles populaires, jusqu'ici les perdantes identifiées de cette ségrégation sociale organisée», affirme l'ancienne ministre.

### Le privé avantagé

Annie Genevard, secrétaire générale des Républicains (droite traditionnelle), députée du Doubs et membre de la Commission éducation à l'Assemblée nationale, déplore cependant «une lecture sociologique très parisienne» qui se base sur quelques rares grands lycées d'excellence de la capitale. En province, la mixité existe dans le privé aussi, dit-elle. Et elle ne souhaite pas que l'on touche à «la liberté des parents d'inscrire leurs enfants où ils le souhaitent»: «L'école privée a des caractéristiques qui sont positives: les parents participent davantage, l'accompagnement des élèves est différent. Chaque modèle doit pouvoir trouver sa place.»

Pour Bruno Studer, député macroniste du Bas-Rhin et ancien prof d'histoire-géo dans des collèges et lycées de sa région, le vrai problème réside dans les conditions de la concurrence entre privé et public. «Aujourd'hui, elle n'est pas loyale. Une grande partie des difficultés sont concentrées dans le public. L'enseignement privé, s'il ne souhaite pas scolariser un enfant, peut ne pas le faire. Un exemple: les élèves qui sortent de



conseil de discipline finissent très majoritairement dans le public.» Des stratégies seraient ainsi mises en place par les établissements privés pour ne pas grever leurs statistiques au brevet ou au baccalauréat, ainsi que dans les classements qui définissent la qualité des lycées. «La concurrence peut avoir du bon, tous les enseignants n'ont pas envie d'être fonctionnaires de l'Etat français et d'obéir à l'administration de l'Education nationale, continue Bruno Studer. Il est important de laisser s'exprimer des envies de pédagogie dans un autre cadre. Mais l'objectif reste que la concurrence se fasse au bénéfice de l'augmentation générale du niveau, et pas de l'augmentation des inégalités. On sait déjà qu'elles sont le mal d'une école française bien organisée pour les bons élèves et pas très efficace pour les autres.»

Le secteur privé français bénéficie donc de grands avantages.

Le sociologue François Dubet le confirme. Mais, pour lui, le problème est plus large. Il se trouve dans le «marché scolaire» qui s'est imposé à la fois dans le public et dans le privé. Et ce, à tous les niveaux. «Les habitants des quartiers les plus défavorisés, qui ne veulent pas que leurs enfants aillent dans le collège qui a très mauvaise réputation, vont choisir un autre établissement public. C'est un choix de marché. On va là où on pense avoir le meilleur service, pour que ses enfants s'en sortent mieux que les autres.»

Le problème dépasse donc largement la question de l'école privée.

François Dubet nous en explique les origines: «Depuis quelques dizaines d'années, avec la massification scolaire [la France est passée de 5% à 83% de bacheliers par génération entre 1950 et aujourd'hui, ndlr], l'emprise des diplômes s'est accrue, explique ce directeur d'études à l'EHESS. Ils sont de plus en plus déterminants

pour occuper une profession. Pendant longtemps, cette compétition ne concernait qu'une petite partie de la population, aujourd'hui tout le monde est concerné. Ce qui provoque un renforcement de la recherche des établissements qui garantiront au mieux un destin social.» Cette course universelle à l'école la plus prometteuse déboucherait sur des inégalités scolaires aux deux extrémités de la société: «On a, d'un côté, un renforcement de l'entre-soi des plus riches, et à l'autre bout de la chaîne, une ségrégation croissante des plus pauvres, constate François Dubet. Dans ce pays qui affiche une sorte d'idolâtrie pour l'école républicaine, on arrive en réalité à un véritable séparatisme aux deux extrémités du monde scolaire. Les plus favorisés se regroupent et les plus pauvres se font regrouper dans des établissements qui sont de plus en plus ségrégués, avec des élèves qui y

croient de moins en moins. C'est un enjeu de justice sociale mais aussi un enjeu civique. Vous avez des jeunes qui ne se croisent plus. Et vous avez du ressentiment, de l'hostilité. D'ailleurs, à chaque fois qu'il y a des émeutes, les collèges brûlent.»

Ces dernières semaines, les enseignants français manifestent particulièrement contre le «choc des savoirs» voulu par leur gouvernement, avec notamment la mise en place de «groupes de niveau» au sein du collège unique. Une réforme considérée par la gauche comme une manière de trier et donc de discriminer encore davantage. Les auteurs du Ghetto scolaire voient dans cette mobilisation le signe d'une évolution positive: «Quand Najat Vallaud-Belkacem était ministre, les mêmes manifestaient pour les classes de niveau, se souvient François Dubet. Il y a une prise de conscience de la nature des problèmes. Le gouvernement choisit le retour au mythe de l'école passée. Il y a d'autres manières de s'y prendre, d'autant que d'autres

pays qui sont moins centralisés, moins républicains, s'en sortent plutôt moins mal.»

La députée républicaine Annie Genevard estime cependant que le mal vient d'encore plus loin: «La mixité est une question qui dépasse largement les établissements scolaires. C'est avant tout une question de logement. Dans la mesure où la carte scolaire est assujettie au zonage géographique, si vous n'avez pas de mixité dans les logements, vous n'avez pas de mixité à l'école. C'est un problème qui se pose à la France depuis des décennies, qui interroge l'aménagement du territoire.»

### Une société hiérarchisée

Problème: «Les classes moyennes qui le peuvent vont habiter dans un quartier en fonction de sa qualité scolaire supposée», affirme François Dubet. A tel point que l'école influe sur le marché de l'immobilier. Najat Vallaud-Belkacem raconte par exemple qu'au moment où elle menait ses expérimentations pour instaurer plus de mixité sociale dans les collèges de Paris, «on recevait des protestations de parents d'élèves qui demandaient à être remboursés de la moins-value qu'ils allaient faire sur leur appartement compte tenu de la «dégradation scolaire» qui naîtrait du fait de rassembler deux établissements et de mélanger les élèves».

Toutes ces polémiques auront donc mis en lumière un système très inégalitaire. Les trois prédécesseurs d'Amélie Oudéa-Castéra, qu'ils soient orientés à gauche ou à droite, étaient soit issus des deux plus prestigieuses écoles privées parisiennes (l'Alsacienne et Stanislas), soit ils y avaient placé leurs enfants. «Et les ministres qui pensent être plus vertueux sortent des grands lycées publics très sélectifs, fait remarquer François Dubet. Il y a en France un mode de production des élites qui est extrêmement particulier: celui du système des classes préparatoires, des grandes écoles. C'est



un problème général lié au fait que le système scolaire a le quasi-monopole du tri des individus et de la définition de leur mérite. Un patron allemand met d'abord en avant son parcours d'industriel. Un patron français vous dit d'abord qu'il est sorti de Polytechnique.»- Finalement, l'école correspond à la vision française très hiérarchisée de la société. François Dubet explique en quoi c'est problématique: «La caractéristique de l'école française n'est pas qu'elle produit des élites. Tous les systèmes scolaires en forment. Et heureusement: je suis bien content que le médecin soit recruté de manière un peu élitiste! Ce qui caractérise le système français, c'est que comme on est dans un système républicain, la production des élites commande l'architecture générale du système, sachant que tout le monde a le droit d'accéder

## «Les classes moyennes qui le peuvent vont habiter dans un quartier en fonction de sa qualité scolaire supposée»

FRANÇOIS DUBET, PROFESSEUR DE SOCIOLOGIE ÉMÉRITE

à l'élite. Le programme de mathématiques du collège n'est pas conçu pour un usage normal dans la vie. C'est un programme qui est fait pour que les meilleurs puissent accéder aux grandes écoles. Donc les autres échouent. C'est comme

si on disait tout le monde a le droit de jouer au tennis, à condition de jouer comme Federer.»

Résultat de ces travers, la France est l'un des pays de l'OCDE où le lien entre le statut socioéconomique des élèves et leur performance dans les études PISA est le plus fort. La variable socioéconomique prédirait par exemple 21% de la variation des performances des élèves français en mathématiques (contre 15% en moyenne dans les pays de l'OCDE). L'écart entre les élèves issus de milieux favorisés et les élèves défavorisés en mathématiques est l'un des pires des pays européens. Des écarts comparables ne sont observés qu'en République slovaque, en Roumanie, en Hongrie, en Tchèque, en Belgique et... en Suisse.

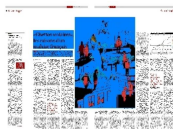
Selon le professeur de l'Université de Genève Georges Felouzis, «la reproduction sociale, la question de savoir si les enfants d'ouvriers restent ouvriers et les enfants de patrons restent patrons, est comparable en termes de chiffres entre la France et la Suisse. Mais elle ne prend pas les mêmes formes.» Quelques éléments peuvent expliquer les mauvais chiffres helvétiques et les rendre moins graves que ceux de la France. Tout d'abord, le niveau moyen est plus faible en France qu'en Suisse. Et «en Suisse, on valorise beaucoup plus la formation professionnelle qu'en France où on fait le choix de l'enseignement général massifié», constate le chercheur de l'Université de Genève. François Dubet confirme qu'en France, «la formation professionnelle reste la voie de l'échec» alors que cette option est synonyme d'emploi et de considération en Suisse.

Par ailleurs, dans beaucoup de cantons suisses, la première orientation intervient à la fin de l'école primaire, autour de 11 ans, fait

remarquer Georges Felouzis: «C'est un facteur d'inégalité d'apprentissage puisque cette orientation va déterminer votre carrière scolaire et que, dans les filières les moins exigeantes, on retrouve beaucoup d'élèves de milieux défavorisés.» Mais la France et la Suisse «sont deux sociétés radicalement différentes», continue le chercheur. L'importance du diplôme «comme mode de jugement et de qualification des individus est moins forte en Suisse», constate-t-il lui aussi. Et lui aussi remarque qu'en France, celui qui a fait Polytechnique à 20 ans sera polytechnicien toute sa vie: «Ça qualifie la personne, c'est une façon de construire la stratification sociale.»

Un usage d'autant plus problématique qu'il est dévoyé, selon Georges Felouzis: «Chaque pays a sa façon de sélectionner ses élites et de produire des inégalités, explique le professeur. En Suisse, le mécanisme, c'est l'orientation précoce. En France, ce n'est pas par des filières à cet âge puisque le collège est unique, mais par le choix de l'établissement, le quartier de résidence et donc par des phénomènes de ségrégation scolaire qui n'ont rien d'officiel.»

Ce qui choque le plus le chercheur, c'est la différence entre les paroles et les faits. «Il y a en France un discours extrêmement fort sur l'égalité des chances par l'école qui va libérer les individus. La réalité montre que tout ça est surtout rhétorique.» François Dubet y voit «une sorte de déception républicaine». L'école républicaine était devenue l'Eglise de la société française, dit-il. «Mais derrière le décor, plus personne n'y croit. Et la gaffe d'Amélie Oudéa-Castéra, c'est de le dire. C'est quand même très embêtant, si vous êtes pape, de dire que vous ne croyez pas en Dieu.» ■



Le Temps  
1209 Genève  
022 575 80 50  
<https://www.letemps.ch/>

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 34'118  
Parution: 6x/semaine

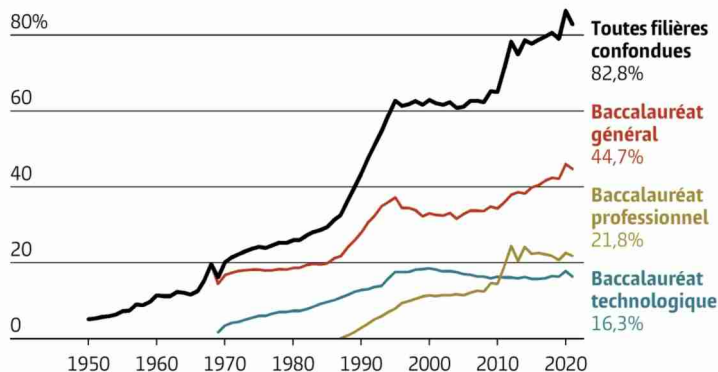
Page: 4  
Surface: 196'811 mm²

Ordre: 1094772  
N° de thème: 377.116

Référence: 91124211  
Couverture Page: 5/5

### LA MASSIFICATION DU BACCALAURÉAT

Proportion de bacheliers dans une génération en France, de 1950 à 2021



L'indicateur reflète une génération théorique dont le pourcentage de bacheliers correspond au taux cumulé d'obtention du baccalauréat par âge lors d'une année donnée. Les données incluent uniquement la France métropolitaine jusqu'en 2000. À partir de 2001, elles tiennent compte des départements et régions d'outre-mer, sauf Mayotte. Les données pour 2020 et 2021 sont provisoires.  
Graphique: Le Temps | Source: Ministère de l'éducation supérieure et de la recherche